

**Prise de parole de Fabrice DAVID, Secrétaire Général UD CGT 44
Manifestation interprofessionnelle du 18 mars 2014**

Je voudrais commencer cette allocution par saluer nos camarades des organismes sociaux, dont ceux de Loire-Atlantique, qui aujourd'hui manifestent à Paris contre la politique d'austérité du gouvernement et son « pacte de responsabilité », Pour la défense de la sécurité sociale, pour l'augmentation des salaires, pour l'arrêt des licenciements et pour le retour à la retraite à 60 ans. Leur combat est notre combat, et c'est pourquoi nous avons décidé d'interprofessionnaliser cette action d'aujourd'hui.

Je voudrais saluer également les intermittents du spectacle, les intérimaires, les privés d'emplois, et particulièrement les seniors, en lutte contre l'offensive patronale sur l'assurance chômage qui prévoit de rajouter de la précarité à la précarité.

Je voudrais saluer les agents des inspections du travail qui se battent pour maintenir leur indépendance au pouvoir politique, préserver leur mission de conseil aux travailleurs et délégués syndicaux et de contrôle de l'application de la législation du travail.

Je voudrais saluer les retraités qui seront en lutte le 3 juin prochain à Paris pour la défense de leur pouvoir d'achat, face, eux aussi, aux attaques répétées du patronat et du gouvernement qui fait glisser peu à peu des milliers de retraités dans la pauvreté.

Je voudrais enfin saluer tous nos camarades qui luttent dans leur entreprise, dans les services publics pour de meilleures conditions de travail, pour de meilleures rémunérations, pour la sauvegarde et la création d'emplois. Je ne peux pas tous les citer mais je tiens à leur dire que chaque lutte qui s'organise est une pierre indispensable à l'édification d'un grand mouvement social. Chaque lutte compte et toute la CGT sera à vos côtés pour qu'elles deviennent gagnantes !

Nous voilà donc réunis une nouvelle fois, encore un peu plus nombreux que le 6 février dernier, où seule la CGT appelait, mais sur les mêmes bases que l'appel d'aujourd'hui : Salaire / emploi / protection sociale. Nous nous félicitons de cet élargissement syndical et souhaitons que nous saurons réunir les conditions pour que les actions prochaines, car il y en aura, permettent au plus grand nombre,

salariés, retraités, privés d'emploi et précaires de venir à nos côtés, exprimer, eux aussi, leur colère face à cette politique d'austérité gouvernementale et européenne, face à cette offensive patronale contre le monde du travail.

Crier leur colère mais aussi et surtout porter leurs alternatives, crédibles et efficaces, pour une société plus juste, plus solidaire et libérée de l'emprise capitaliste. La seule solution pour sortir de cette spirale destructrice pour notre économie et notre socle social, c'est l'augmentation immédiate des salaires, des pensions et des minimas sociaux, et c'est la création d'emplois pérennes. Plus d'emplois, plus de salaires et de pensions, c'est mathématiquement plus de recettes pour le financement, à la fois, de la protection sociale et des politiques publiques. Ce n'est pas d'austérité dont a besoin notre économie, c'est au contraire de relance. Et la relance ne s'opérera que si le peuple retrouve les moyens de vivre dignement, que s'il est sécurisé socialement et qu'il peut redessiner des perspectives, des projets de vie. Tout l'opposé de ce qu'on nous impose aujourd'hui et qui a déjà fait la démonstration de son inefficacité partout en Europe.

Il n'y a plus aujourd'hui, dans notre pays, de débat public de fond sur les questions économiques et sociales. Les seuls débats sont toujours purement techniques et partant toujours de la même base : il faut baisser les dépenses car le travail coûte trop, le service public coute trop, la solidarité nationale coute trop, la mondialisation impose la compétitivité !

Marre de ce discours fataliste et convenu. Marre de pseudo-négocier dans ces cadres qu'on nous impose. Marre aussi, nous pouvons nous le dire ici, de manifester au coup par coup selon le calendrier fixé par patronat et gouvernement.

Il est temps, grand temps, que par la construction du rapport de force, nous exigions de parler de nos revendications. Exigeons tous ensemble qu'un grand débat national et européen s'ouvre pour parler enfin des vrais problèmes : la répartition des richesses, le coût du capital. Il y a 30 ans, sur 100 euros de richesses créées, 7 euros allaient dans la poche des actionnaires. Aujourd'hui, c'est 5 fois plus. Les actionnaires nous volent donc $\frac{1}{4}$ des richesses produites, qui rappelons-le sont le fruit de notre travail, pas de celui des patrons. Et il n'y a pas assez d'argent pour la compétitivité ? De qui se moque-t'on ? Il y a 30 ans, les dividendes versés représentaient 10 jours de travail. En 2012, ils représentaient

45 jours de travail, soit 35 jours pris par les actionnaires sur notre dos et celui de notre économie. N'y a-t-il pas lieu que le pouvoir en place s'interroge sur ces chiffres, sur la répartition entre masse salariale, investissements productifs et dividendes. Ne pas mener ce débat, c'est considérer que le capitalisme est à tout jamais gravé dans le marbre, c'est faire allégeance au patronat et aux libéraux de tous poils, et c'est aussi permettre à l'extrême droite et autres réactionnaires de prendre le devant de la scène... Il semble bien que notre président et notre gouvernement soit dans cette logique, mais là, je ne vous apprends rien.

Les coups pleuvent. Chaque jour qui passe est l'objet d'un nouveau recul social, d'un nouveau cadeau au patronat. Est-il utile de faire la liste tellement elle est longue de toutes les reculades dont notre pays fait l'objet alors qu'on nous promettait le changement. Depuis la non-renégociation du traité européen jusqu'à ce pacte des loups, en passant par la contre-réforme des retraites, la loi faussement appelée sécurisation de l'emploi ou le passage en force pour l'ouverture des commerces le dimanche, en passant également par la criminalisation de l'action syndicale, la casse de nos services publics et des outils de protection des salariés comme les prud'hommes, le gouvernement a clairement choisi son camp : celui du monde des affaires, de la finance et surtout pas celui du peuple et des travailleurs.

Aujourd'hui, avec son pacte d'irresponsabilité, le Président de la République promet de nouvelles exonérations de cotisations sociales aux entreprises en transférant le financement des allocations familiales sur l'impôt. 30 milliards qui s'ajoutent aux 200 milliards d'aides publiques déjà accordées aux entreprises, sans contrôle ni évaluation de l'utilisation de cet argent. 200 milliards, c'est 10 fois le déficit annuel des régimes de retraites, c'est 30 fois celui de la Caisse nationale d'assurance maladie. Par ailleurs, malgré les effets d'annonces, on sait déjà ce qu'il va advenir de l'utilisation de cette nouvelle exonération sociale. Au lendemain de la signature du pacte de responsabilité avec trois organisations syndicales, et devant 200 chefs d'entreprises, Pierre Gattaz, le chef des loups, a déclaré que « les entreprises décideront de l'usage qu'elles feront des allègements des charges promis, y compris la distribution de dividendes ». Cela s'appelle un cadeau !

Face à tous les reculs sociaux que nous vivons et en ce mois de mars 2014 particulièrement destructeur, je ne peux faire l'impasse sur une page d'histoire.

Il y a 70 ans, quasiment jour pour jour, les membres du Conseil National de la Résistance signaient un programme intitulé les « jours heureux », véritable projet de société qui aujourd'hui encore est d'une fabuleuse modernité. Sa philosophie tient en une phrase « tout au long de son parcours de vie, nous mettrons définitivement l'homme en sécurité sociale ». Un résistant confiait récemment que « la force de ce programme tient surtout au fait qu'il a été réalisé, et cela dans un France pourtant ruinée » « une utopie devenue réalité » Bel exemple de courage politique dont nos gouvernants d'aujourd'hui auraient bon sens de s'inspirer plutôt que d'écouter un patronat assoiffé de profit et qui rêve depuis 70 ans de casser les applications concrètes du programme du CNR.

La CGT appelle tous les salariés, retraités, privés d'emplois, à se mobiliser massivement, dans la rue comme aujourd'hui, mais aussi et surtout dans les entreprises et les services publics. La grève est un sacrifice, nous le savons tous ici, particulièrement dans cette période de paupérisation. Mais face à la surdité du gouvernement et à sa complicité avec le grand patronat, nous n'avons plus le choix. Seul un mouvement social d'ampleur peut renverser la tendance. Prenons les choses en main. Regardons dans chaque entreprise comment faire toute la lumière sur les aides publiques versées et l'utilisation qui en est faite. Demandons des comptes à chacun de nos patrons sur l'utilisation de notre argent, celui de nos impôts et celui de notre travail. Ne laissons pas un chèque en blanc au gouvernement. Reprenons notre avenir en main et passons à l'offensive !

Nous vous invitons d'ores et déjà à participer à d'autres rendez-vous interprofessionnels : le 4 avril prochain à l'appel des organisations syndicales européennes, nous exigerons de consacrer 2 % du PIB européen pendant dix ans à la relance de l'investissement industriel. Cela permettrait de créer durablement 11 millions d'emplois de qualité. Rdv pour la Loire-atlantique en fin de matinée devant le siège du Conseil Régional à Nantes.

Nous aurons également, dans les semaines à venir, à préparer un grand 1er mai, journée internationale des travailleurs : l'occasion là encore de redire notre opposition aux politiques d'austérité et de porter nos revendications pour un changement de cap urgent. A très bientôt dans la lutte !